

Commission : Haut-Commissariat aux Ressources

Question : Des hauts fonds à la lune, y a-t-il des limites à l'exploitation des ressources ?

Auteur : République Fédérale du Nigeria

Le Nigeria, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, reconnaît l'urgence de la gestion des ressources naturelles. La fédération du Nigeria s'engage activement à promouvoir une gestion durable des ressources à l'échelle mondiale tout en continuant son propre développement économique. Le pays souligne l'importance de la souveraineté permanente des États sur leurs ressources, selon la résolution 1803 (XVII) des Nations Unies, et s'engage à ce que l'exploitation de ses ressources serve le bien-être de sa population.

Le Nigeria, signataire de l'Accord de Paris, s'est engagé à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2060. Avec le soutien de la COP26, nous avons élaboré un Plan de Transition Énergétique avec des objectifs : premier objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 45 % en 2030 par rapport à 2024 et deuxième objectif de réduction des émissions de GES de 90 % d'ici 2050. Ce plan vise également à améliorer la qualité de l'air au sein de notre état. L'énergie solaire occupe une place importante dans la transition énergétique du Nigeria. En tant que pays bien ensoleillé, le Nigeria a fait des investissements importants dans le développement de l'énergie solaire.

Le Nigeria est confronté à des défis internes, tels que la dégradation des terres due au réchauffement climatique et aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, particulièrement dans les zones arides. Pour arrêter ces problèmes, nous proposons une réforme agraire combinée avec le plan national d'électrification solaire, mis en place en 2020, qui a permis de revitaliser certaines zones rurales.

Le Nigeria milite pour un renforcement des politiques agricoles durables afin d'augmenter la productivité tout en préservant les ressources naturelles, notamment l'eau et les sols.

Le Nigeria reconnaît le potentiel des ressources lunaires pour l'avenir énergétique et technologique. Cependant, notre délégation est préoccupée par les enjeux de souveraineté dans l'exploitation de ces ressources. En tant que nation en développement, le Nigeria insiste sur l'importance de la coopération internationale pour garantir que les ressources lunaires ne soient pas monopolisées par certains pays et souhaite la mise en place de politiques garantissant un accès équitable aux ressources lunaires.

Le Nigeria place le même avis pour l'Antarctique et l'Arctique, qui se doivent de rester un patrimoine commun. Le pays insiste sur un partage équitable des ressources, notamment les hydrocarbures et minéraux présents.

En 2030, le Nigeria reste l'un des principaux pays producteurs de pétrole, faisant partie de l'OPEP et étant le premier producteur sur le continent africain. Le pétrole et le gaz naturel constituent les piliers de l'économie, représentant une part importante des exportations et des recettes budgétaires. La délégation du Nigeria s'efforce d'augmenter sa production d'énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, pour diversifier son mix énergétique et réduire sa dépendance aux énergies fossiles sans aller à l'encontre de son développement économique.

De plus, nous militons pour l'accès à des financements internationaux afin de développer nos infrastructures gazières, notamment pour la construction de pipelines et d'installations de GNL. L'Etat du Nigeria considère le gaz naturel comme une source d'énergie plus propre et plus accessible que le charbon ou le pétrole, ce qui nous amènera donc à atteindre nos objectifs de réduction des émissions tout en garantissant une sécurité énergétique.

Le Nigeria défend fermement ses droits souverains sur sa ZEE en soutenant la Convention de Montego Bay. Le Nigeria continue d'exploiter les hydrocarbures sous-marins dans sa ZEE, mais appelle à une réglementation plus stricte pour prévenir les accidents environnementaux, comme les marées noires. La délégation nigériane a déjà connu des catastrophes écologiques majeures dans le delta du Niger et

souhaite éviter de répéter ces erreurs dans sa ZEE. Le Nigeria est ouvert à l'exploration des ressources minérales sous-marines dans sa ZEE, surtout les encroutement cobaltifères. Le Nigeria suggère de s'impliquer davantage dans l'industrie mondiale des technologies vertes. Le cobalt est essentiel pour le développement des batteries de stockage d'énergie, ce qui est crucial pour les panneaux solaires sur lesquels notre état mise de plus en plus pour alimenter ses zones rurales.

En tant que pays le plus peuplé d'Afrique, nous faisons face à une pression croissante sur nos ressources en eau potable. De ce fait, La délégation du Nigéria estime que la gestion des ressources en eau doit être une priorité mondiale. En 2030, près de la moitié de la population mondiale manque d'accès à une eau potable, et cela touche particulièrement le Nigeria, où les régions rurales et urbaines luttent pour garantir d'en avoir. C'est pour cela que nous militons pour un renforcement des infrastructures d'approvisionnement en eau, notamment à travers des partenariats publics-privés pour financer la construction de nouvelles stations de traitement de l'eau et des systèmes de distribution.

La délégation du Nigéria est donc convaincue qu'afin de parvenir à un système de gestion durable, équitable et secourable des ressources naturelles, de nouvelles mesures doivent être implémentées, plus particulièrement au sujet de la ressource la plus vitale, l'eau, engendrant de nombreuses difficultés pour les Nigériens. Nous soutenons donc une coopération internationale, visant à administrer la surexploitation des ressources et visant à aider les pays en besoin.